

Urs Portmann

Correspondance par messagerie électronique avec le Tribunal fédéral

Compte rendu de l'exposé de Marc von Weissenfluh à la Journée d'informatique juridique 2006

Avec une signature électronique qualifiée et un accès à la plateforme postale en ligne, l'envoi d'un recours par recommandé électronique aux Tribunaux fédéraux sera possible dès le 1er janvier 2007. Afin de favoriser la correspondance électronique, le Tribunal fédéral met à disposition un programme facilitant les transactions électroniques entre les avocats et les tribunaux. Ne nécessitant que du matériel informatique de base (ordinateur, accès à Internet), cette innovation permettra de gagner du temps non seulement pour les tribunaux mais également pour les mandataires à condition qu'elle soit bien intégrée dans le traitement et l'administration électronique des dossiers.

Table des matières

- I. Les objectifs et le fonctionnement
 - 1. Les objectifs
 - 2. Le fonctionnement
- II. Les conditions cadres
- III. Mode d'emploi pour le praticien

I. Les objectifs et le fonctionnement [^]

1. Les objectifs [^]

[Rz 1] L'objectif principal de la messagerie électronique du Tribunal fédéral est de transposer le processus actuel d'envoi recommandé par la poste dans le monde numérique de l'Internet. Cette nouveauté devra faciliter les transactions entre les Tribunaux fédéraux d'un côté et les instances inférieures ainsi que les mandataires de l'autre. Depuis 2000, des experts du Tribunal fédéral, de l'Office fédéral de la Justice et de la Chancellerie fédérale travaillent sur ce projet ; ils testent et améliorent un prototype depuis 2 ans à l'aide d'essais pilotes avec des avocats et certains tribunaux cantonaux. A partir du 1er janvier 2007, ce système sera pleinement opérationnel et l'Office fédéral de la justice s'occupera de la gestion du programme conjointement avec d'autres projets en cours tels que la eLP (voir à ce sujet la contribution de Urs Paul Holenstein).

2. Le fonctionnement [^]

[Rz 2] Le procédé est, dans ses grandes lignes, le même que l'envoi physique d'une lettre recommandée.

[Rz 3] Le demandeur utilise un logiciel lui permettant de poster ses écritures sur un portail faisant office de case postale. Un accusé de réception lui est envoyé lorsque le tribunal destinataire des écritures les a retirées du portail. Le jugement qui doit être notifié suivra le chemin inverse. Il sera posté sur le portail et l'avocat recevra un courriel, l'invitant à le télécharger. Il peut le faire dès la réception du courriel ou attendre les 7 jours de garde postale. Les délais de plainte ou de recours ne courent qu'à partir du retrait du jugement du portail.

II. Les conditions cadres [^]

[Rz 4] Afin que la communication avec le Tribunal fédéral, le Tribunal pénal fédéral et le Tribunal administratif fédéral puisse se faire de façon électronique, plusieurs conditions doivent préalablement être remplies. Ainsi, la nouvelle loi fédérale sur le Tribunal (LTF) fédéral prévoit, à son art. 42 al. 4, la possibilité d'envoyer les recours par voie électronique. Ce procédé d'envoi électronique de mémoires de recours, tel qu'il

est conçu aujourd'hui, nécessite une signature électronique qualifiée au sens de l'art. 14 al. 2bis CO et de l'art. 2 de la loi fédérale sur la signature électronique (LSCE ; RS 943.03). Cela suppose l'existence de services de certification qui peuvent émettre des signatures électroniques qualifiées. A l'heure actuelle, La Poste, Swisscom et QuoVadis proposent ces services. Il faut par la suite un portail postal qui horodate et enregistre les envois et avertisse les abonnés qu'un mémoire ou jugement a été déposé. Une telle case postale virtuelle existe avec Incamail de La Poste (www.incamail.ch) qui délivre des quittances et indique la date de retrait du document.

[Rz 5] Toutes ces conditions étant remplies, rien ne devra s'opposer à des envois électroniques des recours aux Tribunaux fédéraux dès le 1er janvier 2007. Cependant, ces derniers autant que chaque utilisateur de ce nouveau procédé devront prendre des mesures organisationnelles concrètes afin d'intégrer de façon efficace cette nouveauté dans le traitement actuel de leurs dossiers. Les utilisateurs devront notamment passer à une administration électronique des dossiers, régler les problèmes d'archivage y relatifs et déterminer les pouvoirs de représentation liés à la signature électronique qualifiée.

III. Mode d'emploi pour le praticien ^

[Rz 6] Avant de recourir électroniquement au Tribunal fédéral, l'utilisateur doit disposer, en plus d'un ordinateur avec accès à Internet et éventuellement d'un scanner, tout d'abord d'une signature électronique qualifiée au prix de CHF 100 par an. Il doit ensuite s'enregistrer sur la plateforme Incamail de La Poste qui détient actuellement un monopole dans ce domaine. Cet enregistrement dans l'annuaire de la plateforme de distribution permettra aux tribunaux de voir avec quels avocats un transfert électronique est possible. Un envoi recommandé électronique coûtera CHF 2.50, soit la moitié d'un recommandé par courrier postal si l'on fait abstraction des CHF 3.90 de frais de base mensuels. L'utilisateur doit finalement avoir un logiciel tel que JusLink (www.juslink.ch) ou eGovLink, qui lui permettra de procéder à des transactions électroniques avec les Tribunaux fédéraux et de gérer ses envois certifiés. Le Tribunal fédéral met gratuitement à disposition un tel logiciel qui peut être utilisé aussi bien avec Windows, Mac OS ou Linux,. Le code source de ce programme est libre, ce qui permet aux utilisateurs disposant de bonnes connaissances informatiques d'améliorer le logiciel et de l'adapter à leurs besoins individuels.

[Rz 7] Le programme JusLink permet de gérer différends dossiers et prévoit à ce propos des signatures et destinataires multiples. Il permet de signer des messages aussi bien que des documents et indique le stade actuel des procédures en cours. Le logiciel inclut également un index des parties au procès avec leurs données personnelles et leurs rôles respectifs. En somme, ce programme du Tribunal fédéral permet à ses utilisateurs de rédiger et d'administrer des mémoires et des pièces de façon purement informatisée. Le programme, muni d'une fonction d'exportation pour faciliter l'archivage, transforme par la suite les données en format XML pour un envoi rapide au portail postal.

[Rz 8] La messagerie électronique des Tribunaux fédéraux contribuera à une rapidité accrue des transactions entre tribunaux et avocats ; son intégration dans les systèmes d'administration des dossiers facilitera en outre le travail des magistrats. La question de savoir si les frais de justice seront réduits en cas de demande électronique est une question qui reste encore ouverte.

Urs Portmann est Assistant-doctorand au Cedidac à l'Université de Lausanne.

Marc von Weissenfluh est le Chef du Service informatique du Tribunal fédéral.

Rechtsgebiet: E-Government

Erschienen in: Jusletter 11. Dezember 2006

Zitiervorschlag: Urs Portmann, Correspondance par messagerie électronique avec le Tribunal fédéral, in: Jusletter 11. Dezember 2006

Internetadresse: <http://www.weblaw.ch/jusletter/Artikel.asp?ArticleNr=5221>